

473495-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Servizi tal-parkeġġ – Convention de concession de service public portant sur l'exploitation de services de transport et de stationnement au Mont-Saint-Michel

OJ S 130/2026 09/07/2026

Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: Etablissement Public du Mont Saint-Michel

Email: etablissement.public@montsaintmichel.gouv.fr

Tip legali tax-xerrej: Korp irregolat bil-liġi pubblika

Attività tal-awtorità kontraenti: Servizi publiċi ġenerali

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Convention de concession de service public portant sur l'exploitation de services de transport et de stationnement au Mont-Saint-Michel

Deskrizzjoni: Dans le cadre de la concession de services, le concessionnaire se verra confier l'exploitation de services de transport correspondant au périmètre des services de transport d'intérêt national ayant vocation à permettre l'accès au Mont-Saint-Michel, et des installations de stationnement et de transport permettant l'accès au Mont-Saint-Michel, visées dans l'arrêté du 14 mars 2023 fixant la liste des ouvrages nécessaires au rétablissement et au maintien du caractère maritime de la baie du Mont-Saint-Michel ainsi que des installations d'accueil, de stationnement et de transport permettant l'accès au Mont-Saint-Michel.

Identifikatur tal-proċedura: bf1a8934-88c2-4061-a08e-9793314a01b4

Identifikatur intern: EP 2026_13

Tip ta' proċedura: Ristretta

Elementi prinċipali tal-proċedura: L'accès aux documents du marché est retreint : Procédure restreinte. Les documents de la consultation seront envoyés aux candidats admis à présenter une offre. La concession sera attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché. La consultation est organisée selon une procédure restreinte qui se déroule en deux phases : « candidature » puis « offre ». A ce stade, seules les candidatures sont attendues. En application de l'article 10 du décret n° 2019-1338 du 11 décembre 2019 relatif à l'établissement public du Mont-Saint-Michel, les conditions générales d'attribution des concessions sont prévues par un règlement ayant fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration de l'Etablissement public du Mont-Saint-Michel en date du 16 décembre 2021 (n°2021/12), modifié par une délibération du 18 mars 2026 (n°2026/11). En application de ces dispositions, la Commission consultative des marchés et des concessions de l'Etablissement public du Mont-Saint-Michel donnera un avis consultatif sur la liste des candidats admis à présenter une offre. Sur délégation du Conseil d'administration de l'Etablissement public du Mont-Saint-Michel prise par délibération du 18 mars 2026 (n°2026/10), elle-même prise en application de l'article 10 du décret précité, le Directeur général de l'Etablissement public, après examen des candidatures, décidera d'admettre à soumissionner les candidats auxquels est adressé le présent dossier de consultation.

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizzi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 63712400 Servizzi tal-parkeġġ

Klassifikazzjoni addizzjonali (cpv): 60100000 Servizzi ta' trasport bit-triq

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Manche (FRD12)

Pajjiż: Franza

Informazzjoni addizzjonali: Lieu principal d'exécution : communes de Pontorson, Beauvoir, Mont-Saint-Michel

2.1.3. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 30 000 000,00 EUR

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Informazzjoni addizzjonali: La prestation est réservée à la profession de transporteur public routier de voyageurs prévue par le code des transports. Conformément aux termes des articles L. 3113-1 et s et R. 3113-1 et s du code des transports, le concessionnaire devra être inscrit au registre des entreprises de transport public routier de personnes. Justification de la capacité professionnelle du dirigeant de l'entreprise, conformément aux articles R. 3113-35 à R. 3113-42 du code des transports ; Déclaration sur l'honneur du dirigeant de l'entreprise mentionnant qu'il n'a fait l'objet d'aucune des condamnations visées au titre des conditions d'honorabilité professionnelle ; – Désignation du gestionnaire de transport au sens des articles R. 3113-43 à R. 3113-48 du code des transports Le concédant confie au concessionnaire le soin d'assumer, à ses risques et périls, l'exploitation et la gestion du Service de Transports, du Service de Stationnement, du Service d'Accueil et des Services Connexes sur le site du Mont-Saint-Michel, relevant de la compétence de l'Etablissement public du Mont -Saint-Michel en application des dispositions du décret n° 2019-1338 du 11 décembre 2019 relatif à l'établissement public du Mont-Saint-Michel et de l'article L. 1244-1 du code des transports.

Bażi legali:

Direttiva 2014/23/UE

2.1.6. Raġunijiet għall-esklużjoni

Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Avviż

Ftehimiet ma' operatori ekonomiċi oħrajn li għandhom l-għan li jikkawżaw distorsjoni tal-kompetizzjoni:

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0001

Titlu: Convention de concession de service public portant sur l'exploitation de services de transport et de stationnement au Mont-Saint-Michel

Deskrizzjoni: Exploitation du service régulier de transport public, du service de transport public à la demande, des services de stationnement public payant

Identifikatur intern: EP 206_13

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizzi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 63712400 Servizzi tal-parkeġġ

Klassifikazzjoni addizzjonali (cpv): 60140000 Trasport tal-passiġġieri mhux fuq rotta skedata

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodiviziġoni tal-pajjiż (NUTS): Manche (FRD12)

Pajjiż: Franza

Informazzjoni addizzjonali: FRD12 Département de la Manche - Région Normandie - France

Lieu principal d'exécution : communes de Pontorson, Beauvoir, Mont-Saint-Michel

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Data tal-bidu: 14/10/2027

Data tat-tmiem tad-durata: 13/10/2032

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

Informazzjoni dwar avvizi preċedenti:

Identifikatur tal-avviż preċedenti: 13175-2026

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Reġistrazzjoni f'reġistru tal-kummerċ

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession : Les candidats devront remettre les documents suivants (ou les documents équivalents pour les candidats étrangers, accompagnés d'une traduction en langue française) A l'exception de la lettre de candidature unique, chaque membre du groupement remettra les documents suivants. - Lettre de candidature présentant le candidat ou le groupement (avec indication du mandataire solidaire en cas de groupement) - Extrait Kbis de moins de 3 mois ou équivalent en cas de candidat étranger. Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; - Pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat - Copie(s) du (des) jugement(s) prononcés si le candidat est en redressement judiciaire - Déclaration sur l'honneur attestant que : o Le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du code de la commande publique o Les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application de l'article L. 3123-18 du code de la commande publique et dans les conditions fixées à l'article R. 3123-16 du même code sont exacts o Le candidat respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L5212-4 du Code du travail ou équivalent pour les candidats étrangers non établis en France Ppour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues à l'article L. 3123-2 du code de la commande publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents : - Une attestation de régularité fiscale (impôt sur le revenu /impôt sur les sociétés / taxe sur la valeur ajoutée) datant au plus de trois mois avant le mois de remise de la candidature ; - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de moins de 6 mois . Le candidat établi dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la France doit produire : - Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine - Pour les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquelles il n'est pas délivré de certificat, le candidat produit une attestation sur l'honneur, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France - Le candidat établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu dans ledit pays à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays - Les certificats délivrés dans une

langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction assermentée en langue française Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables ci-dessous en les adaptant: https://www2.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC1-2019.doc https://www2.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC2-2019.doc

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Capacité économique et financière : Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : - Composition du capital social et liste des principaux actionnaires (détenant plus de 10% du capital), numéro RCS et numéro d'identification SIRET, (ou équivalent pour les candidats étrangers) date de constitution, bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices (comptes certifiés) ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans, déclarations bancaires appropriées (lettre de référence d'au moins une banque commerciale) ; - Attestations d'assurances des risques professionnels valables pour l'exercice en cours ; Les candidats mentionneront l'inscription éventuelle de privilèges ou de nantissements les concernant au greffe du Tribunal de commerce.

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Capacité technique et professionnelle : Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : - Un tableau présentant des références pour des contrats ou projets similaires (s'agissant de la nature, du délai d'intervention de dépose et de pose et de à la volumétrie) exécutés ou en cours d'exécution au cours des trois dernières années et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à exécuter le contrat objet du présent règlement. Seront notamment précisés pour chaque référence : (i) l'objet du contrat, (ii) la durée et la date du contrat, (iii) le montant du contrat et (iv) le destinataire public ou privé. Ce tableau doit notamment intégrer des références exécutées ou en cours d'exécution dans le cadre desquelles le réemploi de mobiliers existants a été réalisé – Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat pour l'exécution de la concession – A défaut de références, les candidats peuvent démontrer par tous moyens leur capacité à répondre aux besoins de l'Etablissement Public du Mont -Saint-Michel. Si le candidat s'appuie sur les capacités et aptitudes d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités et aptitudes de ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Indirizz tad-dokumenti tal-akkwist: <https://www.klekoon.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <https://www.klekoon.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-parteciġazzjoni: Franciż

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-parteciġazzjoni: 07/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjiegi protetti: Le

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Etablissement Public du Mont Saint-Michel

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Nom officiel : Tribunal Administratif de Caen
Adresse postale: 3, rue Arthur Le Duc BP 25086 Ville: Caen Code postal: 14050 Pays: France
Courriel: greffe.ta-caen@juradm.fr Téléphone: +33 2 31 70 72 72 Adresse
internet: <https://caen.tribunal-administratif.fr/> Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Les référés précontractuels contre la procédure initiée par le pouvoir adjudicateur peuvent être introduits dans les conditions prévues à l'article L. 551-1 du code de justice administrative, pendant toute la procédure de passation de la convention jusqu'à sa signature. Après la signature de la convention, il pourra être introduit un référé contractuel dans les conditions définies aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative dans un délai de 1 mois à compter de la signature de la convention, si l'avis d'attribution est publié ou de six mois, à compter de la signature en cas de défaut de publication de cet avis. Après signature, la convention conclue pourra faire l'objet d'un recours de pleine juridiction par tout concurrent évincé. Ce recours devra être introduit dans un délai maximum de 2 mois, à compter de la publicité qui sera faite de la signature de la convention dans les conditions prévues par la jurisprudence du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 Département du Tarn et Garonne (req. n°358994). Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative). Les actes administratifs de l'Etablissement public du Mont-Saint-Michel, en lien avec la présente procédure, peuvent également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, tendant à leur annulation dans les conditions prévues par l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à l'exception, toutefois, de la décision de choix du cocontractant, de la délibération autorisant la conclusion de la convention et de la décision de la signer qui ne peuvent être contestés que dans le cadre du recours de pleine juridiction prévu par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 Département du Tarn et Garonne (req. n°358994). Chaque recours devra être introduit dans un délai maximum de 2 mois, à compter de la notification ou de la publication de l'acte attaqué. Le cas échéant, chaque recours peut être assorti d'un référé suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative).

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist:

Etablissement Public du Mont Saint-Michel

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist: Etablissement Public du Mont Saint-Michel

Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-partekippazzjoni: Etablissement Public du Mont Saint-Michel

Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti: Etablissement Public du Mont Saint-Michel

8. Organizzazzjonijiet

8.1. ORG-0001

Isem uffiċjali: Etablissement Public du Mont Saint-Michel

Numru tar-registrazzjoni: 88443903500012

Belt: Beauvoir

Kodiċi postali: 50170

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Manche (FRD12)

Pajjiż: Franza

Email: etablissement.public@montsaintmichel.gouv.fr

Telefown: +33 233890101

Profil tax-xerrej: <https://www.klekoon.com/>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist

Organizzazzjoni li tipprovdi aċċess offline għad-dokumenti tal-akkwist
Organizzazzjoni li tirċievi t-talbiet għall-partecipazzjoni
Organizzazzjoni li tipproċessa l-offerti
Organizzazzjoni tar-rieżami

8.1. **ORG-0000**

Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union

Numru tar-registrazzjoni: PUBL

Belt: Luxembourg

Kodiċi postali: 2417

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pajjiż: Il-Lussemburgu

Email: ted@publications.europa.eu

Telefown: +352 29291

Indirizz tal-internet: <https://op.europa.eu>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

TED eSender

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 97c16377-c417-44cb-80e5-8c4c2f79d486 - 01

Tip ta' formola: Kompetizzjoni

Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Sottotip tal-avviż: 19

Data ta' meta ntbagħat l-avviż: 08/07/2026 10:21:04 (UTC+00:00) Hin tal-Ewropa tal-Punent, GMT

Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franciż

Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 473495-2026

Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 130/2026

Data tal-pubblikazzjoni: 09/07/2026